



# La voix off de la centrale

C'est parce que c'est Notre bien qu'on ne le laissera pas nous le prendre

## Sommaire

### Page 1

Édito : 2015,  
odyssée  
intersidérale

### Page 2

De l'estocade dans  
les métiers

### Page 3

Fromage ou  
dessert  
Qui a tué les  
données ?

### Page 4

Ma devise est  
culture

**Pour faire face, nous avons un outil, le syndicat, - et plus il sera fort, et cela dépend de vous, non seulement à l'occasion des élections aux CAP, CCP et CT, mais aussi en rejoignant la CGT Culture, mieux il pourra, avec vous, faire en sorte que les choses bougent dans le bon sens, en pesant sur des décisions prises trop souvent sans concertation, au détriment des conditions de travail et pour des actions insatisfaisantes dans les champs que l'action du ministère recouvre.**

## Édito

### 2015, Odyssée intersidérale entre deux paliers

*L'année qui commence portera de grandes transformations, de grandes nouveautés.*

*Les musées ouvriront 12 jours sur 7 et 32 heures sur 24.*

*En administration centrale on prendra de la hauteur même en ayant déjà le vertige.*

*On sera tous des chefs et les parapheurs pour les signatures mettront 3 ans à revenir signés.*

*Pour nous faire évoluer dans nos carrières, seront mises en place des formations de « jamais assumer la responsabilité » et de « fayotage ».*

*Les métiers disparaîtront. On devra connaître un peu de tout mais rien à fond, comme ça toutes les idées nous sembleront magnifiques et on les appliquera avec enthousiasme.*

*On aura tous des logiciels dernière technologie qui seront systématiquement incompatibles avec ceux de nos collègues et de nos interlocuteurs et quand on aura appris à les utiliser on nous les changera.*

*Des postes seront supprimés et pour accomplir les missions chacun devra faire le travail de 5 personnes.*

*Des bureaux seront installés dans les ascenseurs pour mutualiser le travail de plusieurs étages et assurer les transversalités.*

*Pour simplifier le travail pour chaque mouvement on devra remplir 85 tableaux Excel ou Calc.*

*Des ateliers seront mis en place pour écouter l'avis des personnels, mais ils pourront participer seulement s'ils sont sympathiques.*

*Les salaires resteront les mêmes mais les fiches de poste évolueront chaque jour en ajoutant de nouvelles charges de travail.*

*Les primes à la fonction et les promotions seront données aux plus « dans l'air du temps » par des commissions occultes et personne ne connaîtra jamais les critères d'attribution.*

**On peut heureusement encore en sourire en portant notre quotidien jusqu'à l'absurde, mais, trêve de billevesées, pour ne pas en arriver là, l'an qui commence devra être l'an de la mobilisation pour redonner du sens à notre travail, à nos métiers, à nos missions, pour une vraie politique culturelle, pour reconstruire notre Ministère qu'on continue à détruire dans l'entre-deux du chaos et de la valse à mille irresponsabilités.**

Jean Paul Leonarduzzi  
Secrétaire de la Section des administrations centrales

# De l'estocade dans les métiers

dgp, dgca : vers des directions-sans-métiers ?

## des « banderilles » aux musées...

Au service des musées de France, la volonté de la part de l'encadrement d'isoler les conservateurs devient une évidence. Outre la dépréciation de leur activité, particulièrement dans le domaine d'expertise scientifique remis au second plan afin de favoriser les fonctions de contrôle, de synthèses chiffrées ou d'application réglementaire, on constate la dépréciation notoire de leur statut (problèmes de reconnaissance hiérarchique qui va jusqu'à se manifester dans les plus petits détails de gestes quotidiens : plus de cartes de visite, impossibilité d'accéder à la messagerie sur les téléphones portables-personnels, promotions bloquées, dialogue impossible, etc...).

Ce nouveau mépris se manifeste dans l'organisation des services et plus particulièrement dans le clivage des responsabilités en un émiettement de « bureaux », la fragmentation des dossiers (scientifique : collections, public, projet scientifique et culturel, acquisitions ; budget ; architecture...) : plus personne n'a une vision globale des dossiers !

L'administration hors la loi : sans doute devrait-elle se sentir mal quand elle abandonne certaines missions scientifiques au prétexte qu'elles font double emploi avec les Dracs, alors même qu'elles sont plus qu'inquiètes de leur devenir et que leurs conseillers sont eux aussi dépréciés du point de vue de leurs spécialités. Il n'est même pas rare qu'un seul conseiller traite à la fois les musées, les arts plastiques, voire la musique ou la danse... A moins que cela n'en devienne l'usage dans des régions réformées.

Parlons chaise vide : bien présente, la chaise vide dans certaines commissions (manque de budget mission) ! Ainsi, on déplore l'absence du ministère dans les commissions scientifiques régionales de restauration, alors que la loi de 2002 prévoit expressément la présence du Service des musées (cependant la loi de 2002 est imprécise quant au statut des représentants du SMF dans ces commissions scientifiques ou administratifs).

Il ne nous reste plus qu'à déplorer la perte d'une certaine forme de reconnaissance sur le terrain, tellement grave dans le cadre des nouvelles politiques de réforme territoriale en cours : les conservateurs du SMF ont perdu beaucoup de leur crédibilité, ce n'est plus la référence essentielle pour beaucoup de Musées de France, mieux suivis localement par les conseillers musées !

Quelle inquiétude quand une politique veut faire usurper par des gestionnaires des missions scientifiques, fondamentales pour interroger, protéger et développer les vraies forces de la culture !

## ... et des « passes » à la création

L'inspection de la création artistique a toujours représenté un repère d'excellence auprès des professionnels, dans les domaines de la diffusion, de la création et de l'enseignement, mais cette situation pourrait bientôt n'être qu'un souvenir. Subissant de plein fouet les effets de la RGPP, le service de l'inspection de la DGCA a vu ses effectifs baisser de façon considérable au fil des quatre dernières années. C'est sa crédibilité même qui en pâtit : face à un volume de commandes qui n'a pas diminué, il ne peut plus remplir pleinement son rôle d'expertise sur l'ensemble des sujets traités, que ce soit sous la forme d'évaluation, d'études prospectives ou de conseil, ni assurer dans de bonnes conditions le suivi territorial et la veille artistique nécessaires au bon exercice de ses missions.

D'un point de vue général, l'absence de prise en compte des métiers, quels qu'ils soient, dans l'analyse et la gestion des domaines de la DGCA impacte fortement la création et la créativité elles-mêmes en interne. D'une part, en nous éloignant gravement de la sensibilité des acteurs du terrain, qui contribuent pourtant à la réussite des politiques culturelles qui nous incombent, et pour lesquels "le métier" constitue l'outil quotidien de l'élaboration et de la gestion des projets ;

d'autre part, en privant la définition et la gestion de nos politiques culturelles de la part d'inspiration (d'adaptation, d'innovation...) qui surgit justement au croisement de l'artisanat passionné que constitue tout métier approfondi, et du lâcher prise en matière d'élaboration de dispositifs d'autocontrôle et de gestion descendante (chacun peut apprécier combien cette expression empruntée aux neurosciences résonne en d'autres domaines de la maison).

A la direction générale de la Création artistique, le mantra en vogue est "*nous-sommes-une-Direction-métiers*". Il est fortement recommandé de répéter cela plusieurs fois par jour afin de s'en persuader.

## ... et des passes (suite)

Pourtant, force est de constater que tout est mis en œuvre pour amoindrir, jour après jour, ce qui fut notre première réalité.

On s'y prend de toutes les façons. Par exemple :

- *Destruction des Dracs et des relations avec les dracs*  
Les Dracs sont déjà placées sous la responsabilité du préfet responsable du budget, mais elles doivent aussi se recomposer en fonction de la réforme territoriale et nul ne sait aujourd'hui comment elles fonctionneront au 1er janvier 2016 dans le cadre des grandes régions. Une circulaire du Premier Ministre affaiblit considérablement la légitimité même du dialogue avec les Dracs et sa mise en œuvre, ce au moment même où l'on va prétendre, dans une loi, créer un observatoire de la création (Par exemple, toute interrogation des Dracs sur un sujet budgétaire est à exclure car tout serait dans Chorus. Quand on connaît Chorus et qu'on connaît nos besoins d'informations...). Or les Dracs sont nos premiers relais pour savoir ce qui se passe sur le territoire.

- *Destruction de la compétence métiers par le morcellement au sein de la DGCA*  
Une compétence métier s'appuie, en art, sur une notion de filière qui recoupe le parcours de l'artiste. Or la Direction de la DGCA souhaite morceler cette filière en retirant les compétences sur l'enseignement supérieur aux services métier (Délégation Théâtre musique et danse, service des arts plastiques). Cela va de pair avec l'entrisme du ministère de l'enseignement supérieur dans l'enseignement supérieur culture, et avec l'affaiblissement du premier cycle avec le retrait de l'État dans le financement des conservatoires. Et un cruel manque d'ambition du ministère.

- *Destruction des compétences métiers de façon matérielle*  
Le blocage des sites internet nous empêche de suivre les activités d'une très grande partie de nos interlocuteurs et correspondants, l'insuffisance des crédits de mission rend notre présence sur le territoire de plus en plus difficile, nous ne disposons plus de la revue de presse intégrale, notre temps est atomisé entre des commandes non hiérarchisées, la bureaucratie augmente au détriment du sens, les initiatives sont quasi-impossibles, l'adaptation de la réglementation aux besoins est de plus en plus complexe, l'érosion permanente des financements (que ce soit directement ou via la diminution des dotations de l'État aux collectivités territoriales) rend de toutes façons le dialogue de plus en plus difficile...

*Bref, cela fait longtemps que la communication et la pulsion tendent à prendre la place du travail de fond et de la réflexion. Et c'est l'État que l'on affaiblit au moment même où l'on subit très violemment et concrètement les premières conséquences de 10 ans de déclin permanent des fonctionnaires, de réforme aveugle de l'État et de diminution autiste des effectifs...*

## Fromage ou dessert : la carte culture

### ENTREE

Buffet de progiciels (notre spécialité)

### 1ER PLAT

Indice en gelée  
Bouillon de Sémaphore  
Vol au vent de promesses  
Carpaccio de fiches de postes

### 2EME PLAT

Tartare de mission  
Management en daube  
Cervelle farcie à la Télémac  
Émincé de budget sur lit de crise

### DESSERTS

Sorbet de dettes fraîches  
Méli-mélo de réorganisations  
Régions flottantes à la crème européenne  
Primes sautées

Boisson : Cuvée « Biep-Mobilité » (mis en ligne au Château)

**AUCUNE RESERVATION N'EST NECESSAIRE,  
IL Y EN AURA POUR TOUT LE MONDE**

## Qui a tué les données ? (Les données qui en savaient trop)

Les données culturelles font partie de notre patrimoine culturel immatériel. Par données culturelles on entend les bases de données (Joconde, Mérimée...), les sites internet de toute discipline de *culture.fr* à *Lascaux* en passant par *Archéologie de la Grande Guerre* ou *L'homme de Tautavel*, sites en ligne qui enrichissent le savoir et la connaissance du grand public ou des professionnels. La spécificité de notre ministère est la pluralité des domaines et sujets couverts. L'exception culturelle se fait là multitude. Lorsque ces sites, fruits de l'expertise des chercheurs et de la maîtrise d'ouvrage voient le jour qui doit décider, un jour ou l'autre, de leur fin de vie ? Sur quels critères ?

Le problème peut paraître insignifiant, il est pourtant capital. On le comprend aisément dans l'édition d'œuvres littéraires ou artistiques. Ne plus publier, c'est envoyer aux oubliettes, sacrifier à l'histoire des idées, amputer à l'histoire de l'art des œuvres petites ou grandes. C'est se priver d'une part de nos *humanités*.

Pour ce qui concerne notre patrimoine culturel, le choix s'est vite imposé, sans discussion. On procède à une logique comptable (les chiffres c'est si objectif!).

**SUITE PAGE 4**

### SUITE DE LA PAGE 3

Autrement dit, un site qui n'a que peu de fréquentation c'est la trappe du Père Ubu ! Les poètes ne feront pas le poids face à Valérie Trierweiler ! Entendez par là que tous nos bijoux de famille qui ne sont plus dans l'air du temps, les sites qui ne sont pas mainstream sont menacés de disparition !

Si les chiffres sont convoqués, à partir de quelle médiamétrie se base-t-on ? C'est malheureusement au jugé qu'il est procédé, au « vue de nez ». Les sites ou bases de données des professionnels sont clairement dans le viseur mais pas seulement comme le montre les sites du DREST constamment menacés pour ne jamais rentrer dans les cases. Or, leur intérêt reste pour la plupart d'actualité car ancienneté d'un site ne signifie pas obsolescence.

Il serait par conséquent plus logique de laisser à la maîtrise d'ouvrage, aux « professionnels du champ » de

juger de l'opportunité de couper un site ou une base de données de son public fut-il restreint ou spécialisé.

Et, pour tous les cas, de procéder a minima à un archivage avec un accès en ligne ; la mission des archives doit être saisie pour en conserver la mémoire. Autrement dit, les responsables des contenants (qui veillent à la cohérence et à l'harmonisation des données) ne doivent pas intervenir sur les contenus

Ce n'est ni leur affaire, ni leurs compétences.

Alors oui, la culture c'est ce qui s'oppose à l'objectivité des chiffres, c'est ce domaine qui échappe au strict nécessaire, c'est plus que le supplément d'âme moqué par certains, c'est une partie de nous-même qui mérite bien ce respect puisque bien souvent c'est le dernier rempart contre la barbarie.

## Ma devise est culture

La culture peut servir la violence ou la dénoncer, elle peut-être sociale comme d'élite, souligner la détresse ou y participer, encourager la vie comme la manipuler.

La culture est-elle la meilleure expression de l'exclusion, des désastres et de la mort ?

La culture est-elle le moteur le plus performant d'enthousiasmes et de croyances, de générosités et de partages ?

Est-elle finalement nuisible, inutile, ingrate, parcimonieuse, inconséquente pour qu'on la confine à sa simple délectation ou à sa valeur commerciale ?

Il faut rendre la culture utile et qu'elle serve le dessein fort de nos vies : mais comment va-t-elle vraiment pouvoir participer de notre quotidien, de nos besoins, de nos ruptures et de nos appétits ?

Aux armes nos espoirs, formons des bataillons de transmissions, marchons, marchons pour que la responsabilité abreuve nos expressions.

Le jour de dépeindre nos offenses est arrivé, de trouver de la compassion, de l'empathie, de la sympathie ; compagnons de la création, vous avez des gestes formidables pour raconter vos couleurs et vos diversités : que vos gestes retombent sur les hommes pour les instruire et les nourrir. Ce devrait être une des missions prioritaires d'un ministère en droit de s'arroger le titre de « culture ».

Nous n'avons pas un ministère de la « création », mais, celui de la « culture », celui de l'âme des peuples et de leurs fois, de leurs lois, de leurs expressions et de leurs partages. Si on s'est trompé d'intitulé, que l'État ose nous le dire. Surtout, qu'on arrête les cache-misères d'éducation artistique et culturelles, les alibis de conscience sociale, les fourre tout dogmatiques et les rappels au passé vain : le ministère doit reprendre la main au sein de ses politiques interministérielles, remembrer ses troupes, forcer la dose sur les services initiateurs de partages culturels.

Qu'on arrête le misérabilisme obsessionnel et récurrent des politiques de transmissions et qu'on donne enfin des moyens à ceux qui ont arrêté depuis des années des actions persuasives. La République s'abandonne. Elle abandonne certains des siens, les quartiers d'abord. Si le ministère ne veut plus conserver son titre générique sans faire rire, alors qu'il s'arroge les moyens de déployer sur l'ensemble du territoire toutes les forces déjà engagées, d'arrêter les soutiens parcimonieux pour vivre enfin une politique d'actions cohérentes, tentaculaires et offrir à chacun la possibilité de prendre le bien.

Mais si les politiques ne sont pas convaincus, effrayés par le développement d'intelligences qu'ils auraient à soutenir, alors nous demandons solennellement le retour du ministère à un secrétariat d'État patrimonial, valeur sûre d'engourdissement de populations oubliées et d'accroissement des devises. C'est penser court, mais plus honnête qu'un péremptoire ministère des habitudes.



**AGENTS DE CENTRALE  
N'HESITEZ PAS  
A NOUS CONTACTER,  
A ADHERER**

**sdac.cgt-culture@culture.gouv.fr  
01 40 15 51 70/51 74**

**cgt-culture : <http://www.cgt-culture.fr>**

**sdac : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique292>**

**adhésion : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique8>**